

[REDACTED]

Dijon, le 16 JUIL. 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la Directrice de l'EHPAD Arces Dilo
43B route de Saint-Florentin
89320 ARCES DILO

RAR N° 2C 182 993 4647 1

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L.313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 89 000 535 8 - EHPAD ARCES DILO

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 22 avril 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L.121-1 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 7 prescriptions et 5 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse du 16 juin 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 22 avril 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par la direction territoriale de l'Yonne : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à mon attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon, sis 2 rue d'Assas, 21000 Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

Monsieur le président
Conseil départemental de l'Yonne
16-18 boulevard de la Marne
89000 AUXERRE

**Tableau des mesures définitives
Prescriptions**

Date de mise à jour des mesures : 23/01/2025
Affaire suivie par :

Nom établissement : HEPAD-ARCES DIOLO
Adresse : 438 RTE DE SAINT FLORENTIN
Code postal : 89220
Commune : ARCES DIOLO

		Prescriptions						
N°	S	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/Abandonnée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 3° CASP	8 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées.	05	N	La mission est consciente des difficultés rencontrées par le gestionnaire pour être en conformité avec telle réglementation. La prescription n°1 est maintenue et reformulée : Disposer d'un temps de médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise
2		Inciter et s'assurer de l'engagement du [REDACTED] dans une démarche visant à acquiescer l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 3° CASP	6 mois	Preuve de la qualification requise OU Preuve de l'inscription à une des formations ET/OU Engagement du [REDACTED] de satisfaire à son obligation de formation	06	N	La prescription n°2 est maintenue et notifiée.
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'ASIDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignées en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE en proposant aux personnels FFAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASP Article L312-1- II et 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP Article L311-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actifs, les délais et les réalisations pour recruter stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Liste des agents FF AS en poste au 01/04/2025 Tableau de suivi nominatif des personnels FF AS en cours de VAE ou formation diplômante (liste en n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur) OU Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/04/25 (IDE/AAR/TAI/MCU/ASG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	03 06 08	Abandonnée	L'établissement a transmis le listing des professionnels en poste au 01/05/2025 et déclare qu'il dispose de la copie des diplômes (IDE et ASDE), CDD et CDI confondus. En ce qui concerne les agents FFAS, la mission relève qu'un d'entre eux est engagé dans un cursus de formation diplômante (DE AS). La prescription n°3 est abandonnée.
4		Demande à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4811-16 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/08/2025 N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	07	N	La prescription n°4 est maintenue et notifiée, dans l'attente de la transmission du numéro ordinal des IDE en poste au 01/08/2025.
5		Intégrer dans un document un volet précisant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou résident de tels agissements.	Article 434-3 du CFF Article L313-24 du CASP	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	02	N	En l'absence de réponse apportée par le gestionnaire, la prescription n°5 est maintenue et notifiée.
6		Revoir les modalités de délégation et de signature de la directrice de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement le pilotage opérationnel de la structure. La délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la directrice, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D312-176-6 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisées, datées et signées	01	N	En l'absence de réponse apportée par le gestionnaire, la prescription n°6 est maintenue et notifiée.
7		Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire. Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative à ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	L6321-1 CT et L6332-1 CT D6311-19 CSP Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'entretien de formation aux gestes et soins d'urgence RRPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008	6 mois	Plan de formation prévisionnelle 2025 Incluant des formations de prévention contre la maltraitance et/ou de sensibilisation à la bientraitance et les autres formations obligatoires (sécurité incendie / AFOSU / gestion de la douleur...)	04 02	N	En l'absence de réponse apportée par le gestionnaire, la prescription n°7 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour
des mesures :

23/06/2025

Affaire suivie par :

Nom établissement :

EHPAD ARCES DILO

Adresse :

438 RTE DE SAINT FLORENTIN

Code postal :

89320

Commune :

ARCES DILO

Recommandations					
Nb	3	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée
1		Définir et mettre en œuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1 R3	N
2		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.		R5	N
3		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations signifiantes prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2	Abandonnée
4		Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en instaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes pilotées par le MEDEC et/ou l'IDEC.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS -2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R7	Abandonnée
5		Formaliser et mettre en œuvre une procédure d'admission et d'accueil et/ou un livret d'accueil pour les nouveaux professionnels afin de faciliter leur intégration et leur adaptation à la population accueillie au sein de l'EHPAD.	RBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008	R4	N